

Le développement économique en chiffres



Dr/Ghada Mohamed Mohsen

Directrice générale au Centre d'Information et d'Aide à la Décision

Il existe de nombreuses opinions sur la qualité des performances et des politiques menées par l'État égyptien, mais il est certain que les chiffres et les indicateurs restent la norme sur laquelle nous pouvons nous fier définitivement en vue de déterminer et mesurer l'impact du développement, c'est également le guide pour juger les politiques et procédures menées sur le terrain, car les chiffres et les indicateurs et leur évolution négative ou positive ne connaissent pas de biais, et ne peuvent pas pencher vers une faction sans une autre. C'est pourquoi, le présent article se concentre sur le suivi des caractéristiques les plus importantes et des indicateurs directeurs de l'économie égyptienne, en extrapolant l'élaboration de données et d'indicateurs de performance; en plus d'examiner les évaluations et prévisions les plus importantes publiées par les institutions internationales et régionales afin de décrire l'état et la performance des secteurs économiques en Égypte. Et cela par conviction de l'importance de données, d'informations et d'indicateurs précis, actualisés et intégrés et de leur cohérence avec les définitions internationales afin de pouvoir établir des profils de développement, mesurer son développement temporel et spatial, servir à des fins de comparaison régionale et internationale, les relier aux efforts et programmes entrepris, évaluer les efforts de développement et l'impact des politiques et programmes de développement et prendre des mesures correctives sur des bases scientifiques documentées par des données locales et internationales et des indicateurs de performance, loin des opinions, spéculations, préjugés et controverses, qui ne reposent sur aucune méthodologie scientifique ni preuves claires et constantes ou critères de mesure et d'évaluation. Et cela dans le but de pouvoir identifier les secteurs proches d'atteindre les objectifs, ce qui a donné un résultat international reflété sur l'amélioration des indicateurs et le classement de l'Égypte aux niveaux mondial et régional, en plus de son impact sur l'approche des moyennes de performance aux moyennes de performance mondiales, obtenant des éloges internationaux de premier plan de prestigieuses organisations internationales dans tous les secteurs de développement, ce qui a permis d'identifier les secteurs de développement qui nécessitent plus d'efforts supplémentaires et de corriger le chemin pour atteindre les objectifs de développement souhaités.



Avant de suivre les chiffres et indicateurs directeurs, il est nécessaire de jeter un regard global sur la situation mondiale, qui a certainement de fortes répercussions sur la situation locale et régionale, dans un environnement mondial semé d'embûches et de défis, et ce à quoi le monde assiste depuis 2020 de la plus forte augmentation de la dette depuis la Seconde Guerre mondiale et l'arrivée de la dette totale mondiale à 303 billions de dollars, en plus des crises mondiales qui ont frappé le monde en 2022, à partir de la crise des chaînes d'approvisionnement à la crise russo-ukrainienne, et les développements dont ont été témoins les marchés financiers mondiaux, sous des hausses continues et fréquentes des taux d'intérêt sur les marchés des économies avancées, ainsi que les conflits géopolitiques qui ont fait rage récemment et ont provoqué une sortie à grande échelle des capitaux des marchés émergents, les plus touchés, choquant ainsi l'économie mondiale, et incitant les institutions internationales à réduire les prévisions de croissance de l'économie mondiale, alors que les prévisions du FMI pour le taux de croissance mondial en 2022 sont tombées à environ 3,2% contre environ 6% en 2021. L'Égypte a subi de graves dommages en conséquence, comme d'autres pays, mais le FMI s'attendait à ce que l'économie égyptienne atteigne un taux de croissance allant jusqu'à 6,6% en 2022, pour figurer parmi les 10 premiers pays au monde en termes d'attentes de croissance, le premier en Afrique, et le quatrième dans les pays arabes. Cela a été confirmé par les prévisions de la Banque mondiale en juin 2022, prévoyant une augmentation du taux

de croissance de l'économie égyptienne pour atteindre 6,1% en 2022, supérieure à la prévision moyenne mondiale, qui a atteint 2,9% en 2022, et supérieure à la prévision moyenne pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui a atteint 5,3%, et dans le même contexte, le Fonds Monétaire arabe, en août 2022, a prédit que la croissance de l'économie égyptienne en 2022/2023/ deviendrait de 5,5%.

Ces prévisions émises par des organisations internationales et régionales ayant de l'expérience et du poids dans l'évaluation des politiques, procédures et situations vécues par les pays par des chiffres, des indicateurs et des prévisions économiques, confirment leur vision positive de l'économie égyptienne et leur confiance dans les efforts et réalisations sur le terrain en Égypte, notamment :

Les prévisions du FMI pour le taux de croissance mondial en 2022 sont tombées à environ 3,2% contre environ 6% en 2021. L'Égypte a subi de graves dommages en conséquence, comme d'autres pays, mais le FMI s'attendait à ce que l'économie égyptienne atteigne un taux de croissance allant jusqu'à 6,6% en 2022, pour figurer parmi les 10 premiers pays au monde en termes d'attentes de croissance.

Le programme du gouvernement égyptien pour soutenir les exportateurs et rembourser les charges.

Présentation d'un document de politique de propriété de l'État afin de déterminer la politique de l'État à l'égard de ses actifs publics.

Renforcer le rôle du secteur privé et accroître la dépendance à l'égard des produits locaux, l'État visant à renforcer la participation du secteur privé à l'économie égyptienne et à augmenter sa contribution aux investissements mis en œuvre de 65% au cours des trois prochaines années.

Élaboration d'un plan de réduction de la dette publique et du déficit budgétaire au cours des 4 prochaines années

Développement d'une vision intégrée pour revitaliser la Bourse égyptienne

Cibler la localisation d'industries équivalentes à 23% du total des importations égyptiennes au cours des 5 prochaines années.

Augmenter les exportations égyptiennes de 100 milliards de dollars en 3 ans.

En effet, l'économie égyptienne a pu atteindre un taux de croissance de 6,6% en 2021/2022, malgré tous les chocs et crises mondiaux qui ont jeté une ombre sur tous les pays et régions géographiques.

Dans ce contexte, la Banque mondiale a salué la baisse continue du déficit budgétaire égyptien malgré les crises mondiales dont le monde a été témoin, et a également salué dans un autre rapport les réformes menées par le gouvernement en macroéconomie, les efforts de transformation numérique et l'encouragement de l'inclusion



financière. Selon la liste Forbes de septembre 2022, 6 entreprises égyptiennes figuraient parmi les 100 entreprises familiales arabes les plus fortes du Moyen-Orient en 2022, et l'Égypte est devenue la première en Afrique en termes d'exportations de services en 2021, suivie du Maroc, du Ghana, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie selon la CNUCED. De même, l'Égypte se classe au troisième rang en Afrique en termes d'exportations de marchandises et selon la Banque mondiale en novembre 2022, l'Égypte figurait parmi les 5 premiers pays au monde à recevoir des envois de fonds de travailleurs à l'étranger, avec une valeur de 32 milliards de dollars en 2022.

Par conséquent, l'Égypte a été accueillie en tant qu'invité d'honneur de cette année au Forum économique international de Saint-Petersbourg lors de sa 25e session, et un grand pavillon lui a été dédié pour présenter les réalisations de l'économie égyptienne.

En considérant les composantes de l'infrastructure soutenant la finance, les entreprises et l'économie égyptienne, nous constatons qu'il y a 4 656 agences bancaires en Égypte et 19,01 mille guichets automatiques jusqu'en 2021, cette croissance résulte du développement, des investissements, des projets et de l'exploitation. Et en examinant les marchés de financement, d'emprunt et d'investissement, qu'il s'agisse d'investissements publics ou d'investissements directs étrangers, nous pouvons déterminer les performances de l'Égypte dans ce secteur vital, qui contribue à l'augmentation des taux de croissance économique et à la réalisation d'un développement économique ciblé, en plus de son rôle dans la création de nouveaux emplois et la réduction des taux de chômage.

Le crédit accordé aux petites et micro-entreprises a augmenté pour atteindre 3 186 emprunteurs du Fonds de Développement local en 2021 /2022, et 57,59% du crédit total est concentré dans 5 gouvernorats, à savoir: (Minya-Dakhliya-Beni Suef-Sharqiya-Sohag), afin de développer et soutenir des projets et injecter des opportunités d'emploi en Haute-Égypte. La même année, l'Agence de développement des moyennes, petites et micro-entreprises a accordé des prêts totalisant 4,50 milliards de livres à des micro-entreprises, ce qui a contribué à ajouter environ 164,06 mille projets et à générer plus d'opportunités d'emploi. L'intérêt pour le financement des moyennes, petites et micro-entreprises s'est reflété dans la progression de l'Égypte de 48 rangs dans l'Indice de Financement des PME, un sous-indice de l'Indice de Compétitivité Mondiale, publié par le Forum économique mondial, où dans la dernière version de l'Indice, l'Égypte est classée 41e sur 141 pays, après avoir été classée 89e en 2018, et a également progressé de 24 rangs dans l'Indice de protection des petits investisseurs, un sous-indice de l'Indice de facilité de Faire des Affaires, publié par la Banque mondiale, et est devenue 57e sur 190 pays en 2020, après avoir été classée 81e en 2018.

Les données de la Banque centrale d'Égypte indiquent que les flux d'investissements directs étrangers en Égypte ont doublé, passant de 4,2 milliards de dollars en 2013/2014/ à 8,9 milliards de dollars en 2021/ 2022, ce qui représente la valeur la plus élevée des investissements directs étrangers en Égypte depuis 2010 /2011, indiquant que les flux d'investissements ont doublé de plus de 15 fois par rapport à 2005/2006/, faisant de l'Égypte le deuxième plus grand bénéficiaire d'investissements directs étrangers en Afrique et le troisième plus grand bénéficiaire d'investissements dans les pays arabes, obtenant ainsi 16,4% du total des flux dans les pays arabes en 2021; et conservant la première place parmi 54 pays africains en tant que meilleure destination attractive pour les investissements en Afrique en 2021, selon l'Indice d'Attractivité des investissements sur le continent africain. Il y a un autre indicateur positif du déplacement des préférences en matière d'investissements directs étrangers en Égypte vers les secteurs non pétroliers : selon les données de la Banque centrale d'Égypte, plus d'un quart de ces investissements (26,50%) provenaient de la part du secteur industriel, conformément au plan ambitieux fixé par l'Égypte pour augmenter les investissements dans les secteurs de développement réel qui sont d'une grande importance, par opposition aux investissements dans les secteurs extractifs, car ce n'est pas le volume des flux mais leur qualité qui détermine l'étendue des avantages réels profitant au développement de l'État et améliorant le niveau de vie des citoyens. Cela s'est reflété dans la baisse des investissements dans les secteurs pétrolier et extractif, contrairement à l'augmentation des investissements dans l'industrie, l'agriculture et les secteurs du développement réel.

Les dernières données officielles annoncées sur le site Internet

Les données de la Banque centrale d'Égypte indiquent que les flux d'investissements directs étrangers en Égypte ont doublé, passant de 4,2 milliards de dollars en 2013/2014/ à 8,9 milliards de dollars en 2021 /2022, ce qui représente la valeur la plus élevée des investissements directs étrangers en Égypte depuis 2010/2011/, indiquant que les flux d'investissements ont doublé de plus de 15 fois par rapport à 2005/2006/, faisant de l'Égypte le deuxième plus grand bénéficiaire d'investissements directs étrangers en Afrique et le troisième plus grand bénéficiaire d'investissements dans les pays arabes



Selon la liste Forbes de septembre 2022, 6 entreprises égyptiennes figuraient parmi les 100 entreprises familiales arabes les plus fortes du Moyen-Orient en 2022, et l'Égypte est devenue la première en Afrique en termes d'exportations de services en 2021, suivie du Maroc, du Ghana, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie selon la CNUCED. De même, l'Égypte se classe au troisième rang en Afrique en termes d'exportations de marchandises et selon la Banque mondiale en novembre 2022, l'Égypte figurait parmi les 5 premiers pays au monde à recevoir des envois de fonds de travailleurs à l'étranger, avec une valeur de 32 milliards de dollars en 2022.

du ministère des Finances et de la banque centrale, pour l'année en cours 2023, montrent un ensemble d'indicateurs positifs, à savoir :

L'Augmentation de 51,9% des investissements directs étrangers nets en Égypte au cours du deuxième trimestre 2022 /2023 par rapport à la même période de l'année précédente.

La Croissance de 16,5% des revenus du canal de Suez (l'une des principales sources de devises étrangères) au premier trimestre 2022/1,97) 2023/ milliards de dollars), par rapport au même trimestre 2021/ 2022.

Les indicateurs pour l'exercice se terminant en juin 2022 montrent des résultats relativement positifs, malgré des défis externes de grande ampleur, le déficit budgétaire primaire (qui dure depuis plus de 21 ans) s'est transformé en un excédent primaire de 1,3%, et le budget pour l'exercice 2023/2024/ vise à atteindre un excédent primaire de 2,5% du PIB.

Le budget a réalisé un excédent primaire d'environ 100,4 milliards de livres en 2021/2022/ contre 93,2 milliards de livres pour la même période de l'exercice précédent, et le gouvernement vise à atteindre environ 295,6 milliards de livres dans le budget en 2023/2024/ en plus d'augmenter les recettes fiscales à environ 12,6% du PIB en 2021/2022/ grâce à des travaux de développement et de numérisation qui ont permis d'élargir l'assiette fiscale, et déterminer plus précisément la communauté fiscale, dans le but d'augmenter ce pourcentage à 12,9% dans le budget de l'exercice 2023/2024-.

Le FMI s'attend à ce que les flux nets d'investissements directs étrangers vers l'Égypte suivent une tendance générale à la hausse pour atteindre 17,1 milliards de dollars en 2024/2025/. Ces attentes sont le résultat des nombreuses mesures prises par l'Égypte ces dernières années pour améliorer le climat des affaires, ce qui en a fait l'un des marchés les plus attractifs pour les investissements étrangers sur le continent africain et au Moyen-Orient dans le but de libérer le secteur privé, attirer les investissements, accroître l'orientation vers l'exportation et créer plus d'opportunités d'emploi. Parmi les efforts les plus importants déployés pour soutenir et améliorer l'environnement d'investissement :

L'approbation par le Conseil des Ministres du projet de résolution du président de la République sur la formation du «Conseil Supérieur de l'Investissement».

La Création d'une unité permanente au sein du Conseil des ministres spécialisée dans la résolution des problèmes des investisseurs et des entreprises locales et étrangères opérant en Égypte dans diverses activités économiques.

Le Lancement d'une plateforme électronique affiliée au Conseil des ministres pour enregistrer les plaintes des investisseurs : (www.invest.shakwa.eg), comprenant un certain nombre de services majeurs.

Surmonter un certain nombre de problèmes liés aux douanes, aux taxes, aux approbations d'importation, à la délivrance de registres industriels et aux licences d'exploitation.

Le Lancement d'un site internet pour recevoir les demandes des investisseurs souhaitant obtenir la «Licence Dorée», lancée par l'État; pour faciliter la délivrance des licences de projet et d'exploitation, la «Licence Dorée» est une approbation unique pour la mise en place, l'exploitation et la gestion du projet, y compris les licences de construction, et l'attribution des biens immobiliers nécessaires.

Réduire la période de délivrance des licences et des approbations pour la création et l'exploitation de projets d'investissement.

Réduire le coût de création d'entreprises unipersonnelles, en réduisant le capital minimum de 50 mille livres à mille livres.

La formation d'un comité pour l'attribution immédiate des terrains industriels annexés, conformément à la décision du Premier ministre n ° 2067 de 2022, chargé de fixer les règles et procédures d'attribution des terrains industriels par le système d'utilisation et de les mettre à disposition aux prix du coût d'équipements.

L'Attribution des terrains par droit d'usufruit d'une valeur annuelle (5%) du prix au mètre, en fixant le coût de l'usufruit annuel pendant les quatre premières années du contrat.

La Mise en place du Comité supérieur de neutralité concurrentielle, affilié à la présidence du Conseil des ministres et chargé d'élaborer les normes et règles nécessaires pour les autorités administratives de l'État; afin d'assurer la compatibilité de ses politiques et décisions avec les politiques de concurrence et le principe de neutralité concurrentielle.

Le Lancement du document sur la propriété de l'État, visant à une plus grande participation du secteur privé à l'économie égyptienne.

La Publication de la Loi douanière n ° 207 de 2020, qui prévoit de nouvelles facilités pour traiter avec les douanes et contribue à résoudre les litiges entre les propriétaires de marchandises et l'autorité douanière.

Activer les comités d'inspection conjoints dans les ports et les bureaux de douane et les relier électroniquement à toutes les autorités compétentes afin de faciliter et accélérer les processus d'inspection et de dédouanement douaniers.

Revoir et simplifier le cycle procédural et documentaire de la mainlevée douanière, avec l'application de la mécanisation et du système électronique pour tous les ports ; afin de relier les bureaux de douane et les accès terrestres dans toute la République.

L'Application du système de pré-enregistrement pour les expéditions à partir d'octobre 2021, qui est un système douanier moderne, basé sur la disponibilité des données ou documents d'expédition (facture préliminaire ou bon de commande et connaissance préliminaire) au moins 48 heures avant l'expédition vers le pays d'exportation, ce qui contribue à réduire le temps et le coût du dédouanement à l'arrivée de l'envoi. L'Égypte est l'un des premiers pays de la région à mettre en œuvre le système douanier ACl, conformément à l'évolution des systèmes mondiaux dans le domaine du commerce transfrontalier.

L'Activation du système de piste verte, de l'inspection virtuelle, de l'échantillonnage aléatoire et des listes blanches pour libérer immédiatement les expéditions incluses dans ces listes.

De même, l'Égypte possède des atouts d'investissement favorables et attractifs représentés par la présence d'un grand marché de consommation, une structure économique flexible et diversifiée, des infrastructures de soutien, des accords de libre-échange qui donnent accès à 1,5 milliard de consommateurs dans le monde, une main-d'œuvre jeune, en plus de la compétitivité des salaires, l'existence de zones franches égyptiennes avec leurs avantages et leurs incitations, la stabilité politique de l'État et la force de l'État de droit.

L'Agence Fitch, en juin 2022, a salué l'élan sans précédent actuellement observé par l'Égypte pour mettre en œuvre de nombreuses réformes économiques soutenant le secteur des entreprises, et l'activation de la Licence Dorée pour l'investissement. Et en novembre 2022, Fitch a relevé le score de l'Égypte dans le suivi des réformes de 6 degrés au troisième trimestre de 2022 à 6,5 degrés au quatrième trimestre de la même année, enregistrant un score supérieur à la moyenne régionale de 4,4 degrés.

De plus, le classement de l'Égypte dans le sous-indice de démarrage d'entreprise de l'Indice de facilité de faire des affaires s'est amélioré en 2020 par rapport à 2019, et a progressé de 15 positions dans le sous-indice de protection des petits investisseurs de l'Indice de facilité de faire des affaires en 2020 par rapport à 2019.

D'autre part, les indicateurs internationaux soulignent la nécessité pour l'Égypte de déployer d'efforts supplémentaires afin d'améliorer les indicateurs du commerce international et les indicateurs du commerce transfrontalier, en plus de la nécessité d'élaborer une stratégie nationale pour augmenter et améliorer la productivité des travailleurs en tant que critère de base nécessitant une amélioration, et un soutien pour accroître l'attraction des investissements étrangers, outre le besoin urgent de résoudre la complexité des procédures de démarrage d'entreprise, de réduire les charges d'importation et



d'augmenter le crédit disponible pour encourager les investissements privés. Notons que le pourcentage de crédit intérieur accordé au secteur privé en pourcentage du PIB a atteint 27,1% en 2020, par rapport à 147% en moyenne mondiale, et à 119% pour les pays à revenu faible et intermédiaire, ce qui entraîne la baisse de la valeur de l'Indice égyptien dans l'Indice de Compétitivité mondiale en termes de crédit accordé au secteur privé, en plus du besoin urgent de renforcer la protection de la propriété intellectuelle, et de déployer plus d'efforts à ce qui se fait actuellement par le lancement de l'Etat de la stratégie nationale pour la propriété intellectuelle en septembre 2022, afin de contribuer à créer un environnement stimulant pour l'innovation en encourageant les chercheurs à innover dans tous les domaines. Cette stratégie contribue également à la réalisation des objectifs de la Vision 2030 de l'Égypte, afin de créer une société innovante. En outre, l'État vise à augmenter la part du secteur privé d'environ 65% d'ici 3 ans, à enregistrer le secteur informel, qui augmente son pourcentage en Égypte, et à accroître l'orientation des investissements vers les secteurs productifs plus que les secteurs des services.

L'amélioration continue et la solution durable de tous les problèmes et obstacles auxquels sont confrontés les investissements sont la meilleure preuve de l'attention que l'État attache à ce dossier en lui accordant une importance particulière en tant que base et moteur stratégique pour le développement et le fonctionnement vers un avenir meilleur pour l'Égypte et pour les générations futures. En fait, l'État égyptien traverse une étape importante, obligeant toutes les parties à travailler vers un objectif principal important ; celui d'accroître la participation du secteur privé aux investissements réalisés par l'État égyptien, conformément à la nouvelle idéologie économique et au passage de la dépendance à l'égard du secteur public afin de donner plus d'espace au secteur privé pour jouer un rôle plus large dans l'économie et l'environnement d'investissement ainsi que l'encourager à prendre les devants avec l'État dans la prochaine phase, dans le but d'accélérer et de faciliter les procédures pour attirer le plus grand volume d'investissement. La dernière en date était la liste des dernières mesures annoncées par le Conseil suprême de l'investissement, alors que l'État égyptien accélère son rythme afin de soutenir et d'améliorer le climat d'investissement et d'attirer les investissements locaux et étrangers (directs et indirects), à un moment où l'économie égyptienne fait face à de nombreuses difficultés et obstacles. A cette fin l'Égypte a pris un certain nombre d'initiatives incitatives en vue de surmonter les obstacles pour les investisseurs, croyant au rôle de l'investissement direct étranger et à son impact sur les indicateurs macroéconomiques et de développement directement et rapidement, ce qui se reflète dans le produit national brut et le taux de change, augmente la production et les exportations, réduit les importations et améliore la balance commerciale, en plus d'absorber un grand nombre d'emplois, ce qui affecte positivement les taux de chômage..

Les récentes décisions d'investissement annoncées constituent une véritable révolution améliorant le climat d'investissement en Égypte afin de maintenir les investissements actuels et de leur donner la possibilité de se développer, en plus d'augmenter les investissements

L'État égyptien traverse une étape importante, obligeant toutes les parties à travailler vers un objectif principal important ; celui d'accroître la participation du secteur privé aux investissements réalisés par l'État égyptien.

étrangers, et de contribuer au maintien d'un environnement d'investissement stable propice à la planification, à la prévision et à la préparation des études de faisabilité des projets, à la fois en termes de stabilité du taux de change, de stabilité de l'environnement juridique et législatif, de stabilité des politiques fiscales dans l'État et de l'existence d'une carte législative fiscale claire pour les cinq prochaines années, servant à approfondir l'état de certitude et de confiance des investisseurs; ces mesures comprennent entre autres : L'octroi de licences pour des projets industriels basés sur le gaz naturel dans le cadre du système des zones franchises.

Un Délai de dix jours pour obtenir toutes les approbations lors de la création d'entreprises, ce qui renforce la confiance dans le climat d'investissement en Égypte.

Le Lancement d'une plate-forme électronique unifiée pour la création, l'exploitation et la liquidation de projets et approbation des amendements à la loi sur la signature électronique (loi n° 15 de 2004) et saisine du Parlement, réduisant ainsi les barrières bureaucratiques et simplifiant les procédures.

Des Amendements législatifs pour surmonter les restrictions à la

L'amélioration continue et la solution durable de tous les problèmes et obstacles auxquels sont confrontés les investissements sont la meilleure preuve de l'attention que l'État attache à ce dossier en lui accordant une importance particulière en tant que base et moteur stratégique pour le développement et le fonctionnement vers un avenir meilleur pour l'Égypte et pour les générations futures.



Les récentes décisions d'investissement annoncées constituent une véritable révolution qui améliore le climat d'investissement en Égypte afin de maintenir les investissements actuels et de leur donner la possibilité de se développer, en plus d'augmenter les investissements étrangers, et de contribuer au maintien d'un environnement d'investissement stable propice à la planification



Le secteur industriel revêt une importance particulière dans l'économie égyptienne, étant le secteur économique le plus élevé en valeur de la production en 2022, outre sa contribution au PIB aux prix courants de 16,80% en 2021/2022/, occupant la deuxième place parmi les secteurs économiques dans le taux de croissance, qui a atteint 9,57% et la première place parmi les secteurs économiques à l'exportation

propriété foncière et faciliter la propriété de biens immobiliers par des étrangers.

Élargir la délivrance de la Licence Dorée et considérer qu'elle ne se limite pas aux entreprises créées pour établir des projets stratégiques ou nationaux, et modifier les articles les réglementant pour garantir que les entreprises créées avant la loi sur l'investissement de 2017 puissent se voir accorder cette licence.

Transférer la subordination des appareils de réglementation aux secteurs des services publics pour assurer leur indépendance. Dans le but de séparer la propriété de la gestion

Ne pas accorder de traitement préférentiel aux entreprises et entités publiques afin de renforcer la neutralité concurrentielle sur le marché égyptien.

La Mise en place d'une unité au sein du Conseil des ministres pour collecter les données des entreprises publiques afin d'unifier les cadres pour toutes ces entreprises, à condition que le résultat de leurs travaux soit soumis tous les 3 mois

L'Inscription de l'investisseur étranger au Registre des importateurs, même s'il n'obtient pas la nationalité égyptienne, dans le cadre des efforts visant à faciliter les procédures d'importation pour l'investisseur étranger.

Ne pas ajouter de charges financières ou procédurales liées à la création ou au fonctionnement de projets d'investissement qu'après

avoir obtenu l'approbation du conseil d'administration de l'Autorité Générale des Investissements, du Conseil des ministres et du Conseil Supérieur de l'investissement, afin de faire face aux charges supplémentaires imposées aux investisseurs.

Contrôles clairs en cas d'imposition de frais afin que l'investisseur ne paie pas les mêmes frais à plusieurs parties

Introduire un système de compensation entre les obligations dues aux investisseurs et leurs charges fiscales.

Rembourser la TVA et accélérer les procédures dans les 45 jours. Annoncer rapidement le document des politiques fiscales de l'État pour les 5 prochaines années.

Finaliser les amendements à la loi sur le transfert de bénéfices pour les holdings et filiales afin d'assurer la réduction des charges fiscales et d'éviter la double imposition.

Trois mois seulement pour indemniser les investisseurs en cas de litiges immobiliers, avec l'obligation pour les autorités administratives d'intensifier les négociations avec les investisseurs sur une indemnisation appropriée, ce qui renforce la confiance dans le climat d'investissement en Égypte.

Passer un contrat avec un bureau de conseil mondial afin d'élaborer une stratégie d'investissement claire et développer des mécanismes susceptibles d'améliorer le classement de l'Égypte dans l'Indice de facilité de faire des affaires dans les années à venir et d'atteindre l'objectif national d'augmenter les taux d'investissement de 25% à 30% .

La modification de neuf articles de la loi sur les zones économiques et l'octroi d'avantages et d'exemptions supplémentaires.

Une unité permanente au sein du Conseil des ministres spécialisée dans l'élaboration des politiques, lois et règlements des entreprises en démarrage.

Recevoir les plaintes des entreprises en démarrage et développer des solutions appropriées pour chacune d'elles

Adopter un ensemble intégré d'incitations et de facilités à l'appui d'un certain nombre de secteurs et de projets afin de réaliser un saut qualitatif dans les secteurs économiques prioritaires, à savoir; projets agriculture – industrie - énergie et production d'hydrogène vert, en plus des droits d'exportation et de douane.

Charger le gouvernement de préparer et de traiter les décisions adoptées et de les mettre en œuvre dès que possible.

Toutes ces mesures et politiques adoptées par le gouvernement visant à augmenter les investissements et les projets de développement nationaux et géants, qui ont contribué à augmenter l'emploi et à réduire les taux de chômage, ont eu de forts effets sur le marché du travail en Égypte, notant que toutes les données, statistiques et indicateurs régissant le marché du travail ont indiqué une baisse des taux de chômage, sur un total de 29,36 millions de personnes représentant la population active totale (15 - 64 ans), dont 27,19 millions sont employés, alors qu'il y a 2,17 millions de chômeurs, contre 3,60 millions de chômeurs en 2016, malgré l'énorme augmentation démographique au cours de ces années et les crises économiques, sociales, sanitaires et géopolitiques subies par tous les pays du monde.

61% des salariés sont concentrés dans 4 secteurs, à savoir l'agriculture (19,24%) avec environ 5,2 millions de salariés, suivie du commerce de gros et de détail (15%) avec un total de 4,1 millions de salariés, puis de la construction (13,75%) et de l'industrie manufacturière (12,56%) du total des salariés.

En fait, l'État accorde une grande attention au secteur industriel, qui revêt une importance particulière dans l'économie égyptienne, étant le secteur économique le plus élevé en valeur de la production en 2022, outre sa contribution au PIB aux prix courants de 16,80% en 2021/2022/, occupant la deuxième place parmi les secteurs économiques dans le taux de croissance, qui a atteint 9,57%, la première place parmi les secteurs économiques à l'exportation de 58,88%, et la quatrième place en termes d'absorption d'emplois de 12,54%, ce qui a incité l'État à diriger le plus grand pourcentage d'investissements publics parmi les autres secteurs économiques vers l'industrie de 6,08%, et c'était également le secteur le plus attractif pour les flux d'investissements directs étrangers en 2021/2022/ de 26,49%.

Il est suivi par le secteur agricole, qui est le deuxième secteur économique en termes de valeur de production, et dans sa contribution au PIB de 11,51%, et le premier secteur économique en termes d'absorption de main-d'œuvre en République arabe d'Égypte.

Et comme Anthony Robbins l'a déclaré : « La réussite n'est pas le résultat d'un pas géant, mais c'est le résultat d'un ensemble de petits pas » dont nous avons fait une partie, en réalisant un progrès et un développement tangibles, et nous cherchons maintenant à terminer le chemin que nous avons commencé vers un avenir et un rêve que nous créons. Nous sommes fiers de participer à la construction d'une Patrie vraiment majestueuse qui mérite que ses compatriotes se donnent la main pour façonner son avenir afin de répondre aux espoirs et aux aspirations de tous les citoyens et des générations futures à travers la République arabe d'Égypte.